

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 29 juin 2009

N° 358

PRIX : 0,60 Euro



QUI EST RESPONSABLE DU MILLIARD

DE VICTIMES DE LA FAIM DANS LE MONDE ?

SOMMAIRE**Editorial:**

Qui est responsable du milliard de victimes de la faim dans le monde ?

Page 3

Gabon: la mort d'un valet devenu milliardaire de l'impérialisme français

Page 4

Mali: fermeture du pont de Kayes, les usagers paient les conséquences

Page 5: Sénégal

La mauvaise bonne idée du nouveau maire de Dakar

Page 6

Tchad: l'argent des soins détournés à d'autres fins

Page 8: Côte d'Ivoire

La lutte des dockers du port autonome d'Abidjan

Page 9

Madagascar: Le nouveau pouvoir sur le chemin de la stabilisation ?

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :
Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

**QUI EST RESPONSABLE DU MILLIARD
DE VICTIMES DE LA FAIM DANS LE MONDE ?**

Selon la FAO, l'organisation de l'ONU pour l'alimentation, la barre du milliard de personnes victimes de la faim est franchie cette année. Ce chiffre est en augmentation de 11% par rapport à l'année dernière. Selon la même source, elles étaient 815 millions en 2002, 854 millions en 2006 et 925 millions en 2007.

Dans un communiqué, cet organisme rappelle qu'« en 2000 tous les chefs d'Etat s'étaient engagés à diviser de moitié ce chiffre honteux d'ici 2015 ». Ce n'étaient que des effets d'annonces car les moyens de financement ne sont pas débloqués.

Cette aggravation de la faim dans le monde n'est pas le résultat de mauvaises récoltes au niveau mondial. Tous les organismes, que ce soit la FAO, la PAM (aide alimentaire) ou le FIDA (Fonds International pour le développement agricole) sont unanimes pour reconnaître que, au contraire, la production céréalière avait battu des records au cours de l'année 2008. Par contre leurs prix de vente ont augmenté de plus de 24% depuis 2006. Lorsqu'il y a un an et demi, les prix des denrées alimentaires de base avaient connu une flambée uniquement à cause des activités spéculatives des gros capitalistes, il n'est pas difficile de savoir à qui profite la hausse régulière des prix à la vente et qui sont les responsables de cette situation.

Récemment en France les producteurs de lait s'étaient lancés dans des actions énergiques pour attirer l'attention sur le fait que ce produit acheté auprès d'eux à 20 centimes d'Euro le litre coûtait près d'un Euro sur les rayons des supermarchés. Dans quelles poches va la différence ? Ce qui est valable pour le lait l'est aussi pour les autres denrées. A ces causes il faut en ajouter quelques autres notamment les licenciements dans l'industrie, dans les mines, dans la fonction publique etc. Quand on sait qu'en Afrique, même en temps « normal » le chômage est tellement élevé que plus d'une dizaine de personnes survivent grâce au salaire d'une seule parmi elles, on imagine l'ampleur des dégâts causés par les pertes d'emplois procédés cette année par les capitalistes pour sauvegarder leurs profits. Un autre facteur qui a aggravé la situation de famine est le recul des transferts d'argent en provenance des membres des familles partis gagner leur vie à l'étranger.

Il paraît que lors du sommet du G8 (les pays les plus industrialisés du monde) qui se tiendra au mois de juillet en Italie, la sécurité alimentaire fera partie des sujets à évoquer. Il vont évoquer cela comme ils le font à chacune de ces occasions et puis ça continuera comme avant. Les dirigeants des grandes puissances sont avant tout des personnes au service des capitalistes de leurs pays respectifs. C'est dans les conseils d'administration des grandes sociétés capitalistes que les véritables décisions sont prises. Les dirigeants

politiques peuvent faire des discours et des gesticulations la main sur le cœur sans que cela n'engage en quoi que ce soit les possesseurs de richesses.

La famine n'est pas une fatalité. Elle découle

de l'organisation capitaliste qui gère les affaires de la planète. Pour que tous les êtres humains puissent manger à leur faim, il est indispensable d'instaurer un autre système, qui soit uniquement basé sur la satisfaction des besoins de tous et non plus sur les profits de quelques uns.

PENDANT QUE LA MISÈRE FAIT DES RAVAGES EN AFRIQUE ...

Alors que la misère gagne chaque jour du terrain en Afrique, on assiste à une véritable explosion de vente de voitures de luxe et à la construction de villas luxueuses. De Dakar à Luanda, en passant par Libreville, Abidjan, Lagos, Malabo ou Douala, le champagne coule parait-il à flot dans le petit milieu de riches du continent africain. A côté des anciens riches il y a des « nouveaux riches » qui étalent au grand jour leurs fortunes. Malabo, en Guinée Bissau, et Luanda, en Angola, sont citées comme des nouvelles places fortes de ces « nouveaux riches » depuis que le pétrole y coule à flot. Venir faire une virée à Paris, Londres, New York ou Dubaï, est devenu une banalité pour ces gens-là ; et en jet privé s'il vous plaît !

D'où vient cette richesse ? Certainement pas de leur travail et de leur sueur. Elle provient en grande partie des détournements des fonds publics, de la corruption et des trafics en tous genres. Et quand ils possèdent des entreprises, ils font des profits énormes sur le dos des travailleurs mal payés ne bénéficiant ni de couverture sanitaire ni de protection contre les accidents et les risques pour leur santé. Ce sont des exploiters et des voleurs qui profitent de la misère pour se remplir les poches. C'est tout leur système que les travailleurs auront un jour à abattre pour bâtir un autre système qui ne sera plus basé sur la recherche du profit individuel mais sur la satisfaction des besoins de toute l'humanité, à commencer par ceux des plus démunis.

G A B O N

LA MORT D'UN VALET DEVENU MILLIARDAIRE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Omar Bongo, le dictateur du Gabon, est mort après avoir exercé sans partage le pouvoir depuis près de 42 ans. Il avait pris le pouvoir en 1967 après la mort du premier président gabonais, Léon Mba, avec l'appui de l'ancienne puissance coloniale. Ancien lieutenant de l'armée de l'air française, basé à Fort-Lamy (ancien nom de la capitale tchadienne, N'Djaména), Bongo avait été formé dans la branche du « renseignement ». Très vite il sera propulsé dans le cercle restreint de la présidence auprès de Léon Mba dont il deviendra le chef de cabinet en octobre 1962.

Le 17 février 1964, un coup d'Etat militaire dirigé par Jean Hilaire Aubame, ministre des Affaires étrangères de Léon Mba, renverse ce dernier et s'empare du palais présidentiel. Léon Mba et son

chef de cabinet Bongo sont arrêtés et internés. Les troupes françaises envoyées depuis Dakar et Bangui interviennent aussitôt. En trois jours le pouvoir de Léon Mba est rétabli. Quelques mois plus tard Bongo est nommé ministre délégué à la Présidence, chargé de la Défense et des Affaires gouvernementales. C'est le poste du numéro deux du régime. La Constitution du Gabon ne contenait pas le poste de vice président.

Atteint d'un cancer, Léon Mba fut hospitalisé à Paris fin août 1966. Profitant de son absence et avec la bénédiction de Jacques Foccart, le « monsieur Afrique » de De Gaulle, Bongo modifie la constitution en y incluant le poste de « vice-président », devenant « automatiquement » président en cas de vacance du pouvoir. C'était en avril 1967. Léon Mba mourut le 28 novembre 1967 mais Bongo

que De Gaulle estimait comme « un type valable » était déjà au pouvoir et ne le lâchera plus jusqu'à sa mort. Il avait coutume de dire que « En Afrique le pouvoir, ça se prend et ça ne se rend pas ». En réalité son pouvoir, il le devait surtout au soutien militaire de l'impérialisme français dont il était un des pions importants sur le continent africain.

Ancienne colonie française, le Gabon restera sous la coupe quasi-exclusive des grandes compagnies françaises qui ont la haute main sur toutes les richesses naturelles de ce pays (pétrole, bois, manganèse...). La France y installera une base militaire permanente pour défendre ses intérêts locaux mais aussi dans toute la sous région.

Le pillage des ressources de ce pays par les compagnies françaises, dont Elf était la plus importante, avait permis à Bongo et à son clan de s'enrichir en détournant à leurs profits les caisses de l'Etat. Tous les dirigeants français qui se sont succédé au pouvoir depuis De Gaulle ont aidé ce dictateur à se maintenir au pouvoir. Aucune opposition n'était tolérée pendant plusieurs décennies et toute contestation était réprimée dans le sang.

Bernard Kouchner, le ministre des Affaires Etrangères de Sarkozy a déploré « la perte d'un ami de la France ». Il était surtout un valet de l'impérialisme français. Pour les travailleurs et pour l'ensemble de la population pauvre du Gabon ce n'était pas un « ami ». Eux ils n'ont jamais profité de l'exploitation des richesses du Gabon. Malgré ces énormes richesses, ce petit pays d'à peine plus d'un million d'habitants, fait partie des pays pauvres de l'Afrique. Les hôpitaux et les écoles publiques sont dans un piteux état comme ailleurs dans les autres pays africains. Seule une minorité de parasites s'est enrichie en profitant des miettes laissées par les grandes compagnies capitalistes françaises.

Malheureusement la disparition de Bongo ne signifiera pas la fin de ce pillage. On ne connaît pas encore le nom de son successeur mais il est certain qu'il continuera la même politique au détriment de la grande majorité de la population. La seule manière pour les travailleurs et les exploités de faire valoir leurs intérêts et leur aspiration à une vie meilleure c'est de s'organiser pour imposer leur volonté de ne plus être des laissés-pour-compte.

SARKOZY CONSPUÉ À LIBREVILLE

Nicolas Sarkozy avait fait le déplacement à Libreville pour les funérailles de Bongo. Il était en compagnie de Chirac ainsi que de nombreux chefs d'Etats africains, notamment ceux des pays francophones. Mais à son arrivée au Palais où se déroulait la cérémonie, il a été conspué par un groupe de personnes. « Laissez le Gabon tranquille » lui criait-on. Du coup, Sarkozy n'est même pas resté pour la conférence de presse que ses services avaient pourtant annoncée. Il a de même évité de monter à la tribune du boulevard de l'Indépendance où une cérémonie militaire était prévue pour rendre

hommage au dictateur défunt. Son retour à l'aéroport a été plus rapide que prévu. Personne ne s'en plaindra !

En marge, Sarkozy a déclaré que "la France n'a aucun candidat. (. . .) Elle ne soutient personne ». Ce qui est sûr c'est que l'armée française veillera au grain pour conserver les profits énormes des compagnies françaises. Que le nouveau président (ou la nouvelle présidente) sorte des urnes ou bien des casernes, il est sûr qu'il (ou elle) n'exercera le pouvoir qu'avec l'aval du palais de l'Elysée.

MALI

FERMETURE DU PONT DE KAYES LES USAGERS PAIENT LES CONSÉQUENCES

Depuis que le pont sur le fleuve Sénégal est fermé à Kayes, les conséquences sont considérables pour l'économie du Mali et surtout pour la population. Le pont est fermé pour subir des réparations parce que son état est devenu dangereux

pour le passage des poids lourds. Du coup les camions, chargés de marchandises, doivent emprunter le bac, ce qui augmente considérablement le prix des produits importés. Cela concerne les produits industriels, comme les matériaux de

construction et le ciment, mais aussi les produits de première nécessité, comme le sucre et le riz.

En effet tout le trafic d'importation vers le Mali passe en majorité par la ville de Kayes. Le pont est d'une importance capitale car il relie Bamako au port de Dakar, et forme le corridor routier. 70% du trafic routier, soit 4000 camions par mois à destination de Bamako, passent par Kayes. Par exemple le ciment, qui constitue le premier produit d'importation par ce corridor, représente 70% du trafic avec 60.000 tonnes par mois. S'ajoutent à cela les produits de consommation.

Il est certain que tout le monde est touché par cette situation. Bien sûr, ceux qui se lamentent le plus, ce sont les gros bonnets des réseaux routiers. Il y a bien entendu l'Etat qui voit ses recettes douanières chuter. En un seul trimestre, il y a eu une baisse d'environ un tiers. Il y a aussi, entre autres, les gros transitaires qui vivent du passage des gros-porteurs du port de Dakar à la frontière du Mali : eux aussi voient leurs chiffres d'affaires baisser. Bien entendu l'Etat malien est sensible à leur mécontentement. Ils mettent la pression au gouvernement pour que les travaux se fassent vite.

Mais ceux pour qui la situation est la plus catastrophique, ce sont les populations pauvres des villes et des campagnes. Les conséquences pour elles, ce sont les prix des denrées qui montent en flèche. En particulier le prix du sucre a le plus augmenté, passant d'environ 390 Fcfa au kilo jusqu'à 500 Fcfa suivant les quartiers de Bamako. Evidemment les commerçants ont profité en plus de l'occasion pour créer des pénuries en faisant disparaître cette denrée de leurs étalages. Bien sûr ils veulent justifier cette situation en prétextant la fermeture du pont de Kayes mais aussi la grève des dockers du port d'Abidjan ces dernières semaines.

Le gouvernement malien se moque de la situation de la population pauvre. Il savait depuis longtemps que le pont de Kayes devait être fermé pour sa réparation. Il pouvait prévoir des solutions pour que la population pauvre n'en subisse pas les conséquences. Or il laisse les commerçants augmenter les prix. Mais contre cette situation désastreuse, les travailleurs peuvent eux aussi par leur lutte, faire reculer les commerçants et obliger l'Etat à prendre des mesures comme le blocage des prix.

DES RESSORTISSANTS MALIENS BLOQUÉS À BAMAKO

Dans la nuit du 24 au 25 juin, dix ressortissants maliens voulant prendre l'avion à Bamako pour rentrer en France où ils résident, ont été bloqués à l'aéroport. Outre leurs passeports, ils ont présenté un récépissé de séjour en France, un document certes provisoire, mais qui les autorise à séjourner en France. Les responsables de deux compagnies aériennes françaises, Air France et Aigle Azur, ont été entendus par les forces de sécurité maliennes mais n'ont pas plié à leur injonction.

Le ministre malien des Transports Ahmed Diane Séméga a déclaré que l'aéroport international de Bamako ne saurait être un "second consulat" de France au Mali. Les dix Maliens détiennent, selon lui, en plus de leur passeport, un récépissé en bonne et due forme délivré par les autorités compétentes françaises.

Le lendemain, réagissant à cette affirmation,

l'ambassade de France s'est fendue d'un communiqué déclarant que les Maliens n'avaient pu embarquer faute d'un "document leur permettant l'entrée sur le territoire français". "A cet égard, la possession d'un récépissé de première demande de carte de séjour ne permet pas, à lui seul, selon la réglementation en vigueur, l'admission sur le territoire français". C'est-à-dire que c'est selon le bon vouloir des autorités françaises, même si vous êtes en possession de papiers vous autorisant à voyager.

Les autorités maliennes font juste semblant de protester pour faire croire qu'elles font quelque chose pour défendre les droits de leurs ressortissants auprès du gouvernement français. Mais ce n'est qu'hypocrisie. C'est ainsi que le consulat malien de Paris délivre des laissez-passer pour les ressortissants maliens que les autorités françaises veulent expulser et pendant ce temps le gouvernement malien fait semblant de protester à Bamako.

SÉNÉGAL**LA MAUVAISE BONNE IDÉE
DU NOUVEAU MAIRE DE DAKAR**

Le nouveau maire de Dakar, Khalifa Sall, élu le 22 mars dernier, a cru bon de déclarer les biens qu'il possède alors que la loi ne l'exige pas au Sénégal. Ainsi il posséderait : deux maisons en France (l'une à Amiens et l'autre dans le Var); cinq villas dans les quartiers huppés de Dakar; trois terrains dans la capitale sénégalaise; un verger à Niague; trois autres terrains à Sangalcam, sur le littoral; 199 actions de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal (Bicis); une assurance souscrite auprès de la BNP Paribas, en France, à hauteur de 45000 euros... « Je ne peux pas, en tant que consultant de la Banque mondiale, enseigner partout les règles de la transparence sans me les appliquer, confie t-il. Et puis, j'avais promis aux Dakarais une fois élu de déclarer mon patrimoine ».

Cet étalage de richesse n'a pas plu aux principaux dirigeants de la coalition « Benno Siggil Sénégal » (« Unis pour restaurer l'honneur du Sénégal », le regroupement de partis qui a remporté l'essentiel des grandes villes à l'occasion des élections municipales du 22 mars). Tous ces gens-là

dénonçaient pourtant la « gabegie » et la corruption qui règnent dans le cercle du pouvoir autour de Wade. Ils réclamaient « la transparence » et la « probité ». Mais lorsqu'un des leurs a voulu déclarer son patrimoine ce fut le tollé général.

Une des dirigeantes du PS, élue maire de Louga, s'est empressée de dire : « Je ne ferai pas de déclaration de patrimoine. D'ailleurs, je n'ai pas de patrimoine à exhiber. Et c'est contraire à notre tradition, fondée sur la « soutoureu » [discretion], de rendre publics ses biens ». Elle a eu le soutien de la grande majorité des élus des grandes villes. Leur mot d'ordre en l'occurrence c'est : « Enrichissons-nous mais restons discrets ! ».

Il est vrai que pendant que la grande majorité de la population sénégalaise est victime de la cherté de vie, des bas salaires et de la dégradation continue de leurs conditions d'existence, l'étalage des richesses des élus et des hauts dignitaires du pouvoir pourrait donner des « mauvaises idées » à ceux qui sont les laissés-pour-compte.

TCHAD**L'ARGENT DES SOINS DÉTOURNÉ À D'AUTRES FINS**

Dans le budget de l'Etat, une certaine partie est consacrée aux soins des fonctionnaires malades car il n'existe pas de couverture sociale individuelle. Pour les cas les plus graves, les patients sont évacués vers les hôpitaux d'Afrique ou d'Europe. Tout fonctionnaire a en principe droit à ces soins pris entièrement en charge par le gouvernement.

Mais depuis quelques années cette partie du budget est détournée au profit de certains membres du gouvernement et du clan formé autour du dictateur Idriss Deby. Pour ceux-là et pour leurs familles et autres cousins et cousines, les évacuations sanitaires sont plus faciles à obtenir. Un billet d'avion aller-retour, une grosse somme pour le séjour à l'étranger (généralement les malades choisissent la France) sont vite décaissés de ce budget.

Bien vite il y a eu des abus. Des prétendus

malades revendent leur billet d'avion et, avec cet argent et celui du séjour, ils achètent des concessions, des voitures ou ouvrent un commerce sous un nom d'emprunt. Parfois le prétexte est que, dans telle famille d'un membre du clan, sa mère ou sa soeur sont gravement malades et cela nécessite une évacuation d'urgence. Le billet d'avion et la somme pour le séjour à l'étranger sont remis à la mère ou à la soeur, et le tour est joué.

Mais pour les autres fonctionnaires qui ne font pas partie du clan ou du gouvernement, la demande d'évacuation traîne en longueur. Il arrive que le patient, dont la maladie nécessite une intervention urgente, crève avant la décision du ministère des Finances. Alors le bruit a couru comme quoi Déby laisse crever des fonctionnaires. Il a réagi

en décrétant que désormais l'évacuation sanitaire ne sera possible que si, auparavant, un hôpital ou une clinique aura donné son aval pour recevoir le malade.

Mais rien ne change: seuls les membres de son clan ou ceux du gouvernement y ont droit. Les autres dossiers pour l'évacuation sont bloqués dans les ministères. Pour les riches commerçants et les patrons de certaines entreprises ayant pignon sur rue, ils peuvent se prendre en charge sur le plan sanitaire. Ils n'ont pas besoin de l'aide de l'Etat.

Si pour des fonctionnaires ou hauts fonctionnaires de l'Etat, l'accès à certains soins sont

inaccessibles, pour les travailleurs du rang, pour les petites gens du peuple, la situation est véritablement lamentable. A l'hôpital de Référence de Ndjaména, public, les malades n'y sont admis que pour la forme. Aucun soin digne de ce nom n'est pratiqué, de telle manière que les gens parlent de "mourir". Le médecin, par manque de médicaments, prescrit des ordonnances, et il faut aller les acheter dans les pharmacies.

Pour ces malades démunis, il n'est pas question d'évacuation sanitaire; ils peuvent crever sur place.

NON AU PORT DU VOILE, DU NIQAB OU DU BURQA !

Ici dans l'immigration on rencontre dans la rue, dans le métro ou dans les marchés, des femmes entièrement voilées d'habit noir, de la tête aux pieds; parfois même les yeux sont recouverts, de telle manière qu'il est impossible de savoir qui se cache derrière un tel accoutrement.

Dans certains pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Tchad ou le Cameroun, on croise également ce genre de femmes entièrement voilées comme si elles étaient dans une prison ambulante.

Cette pratique courante dans le milieu des intégristes musulmans, les Salafistes en particulier,

relègue la femme au rang d'infériorité par rapport à l'homme auquel elle doit respect et surtout soumission; une femme dont le rôle est de faire des enfants, de s'en occuper, de trimer à la cuisine tous les jours, sans broncher.

Cette situation ignoble faite à la femme, ce rang inférieur dont elle est reléguée, les militants communistes que nous sommes la refusons, la combattons comme toutes les autres oppressions d'où qu'elles viennent. Car le combat pour la libération de la femme fait partie intégrante du combat pour l'émancipation de la société toute entière.

FRANCE

NOUVEAUX PROJETS DE LOI CONTRE L'IMMIGRATION

L'Assemblée nationale française a examiné des projets de loi concernant l'immigration. Il s'agit des lois relatives à « la gestion concertée des flux migratoires et au co-développement » entre d'une part la France et d'autre part la Tunisie, le Sénégal, le Bénin et la République du Congo (Congo-Brazzaville). Ces accords ont pour but de limiter le nombre de personnes originaires de ces pays en France mais aussi de durcir les lois déjà existantes contre l'immigration en général. De tels accords ont été signés par d'autres pays comme le Gabon mais ils n'ont pas été examinés par le parlement français.

Le Mali a pour l'instant refusé de signer de

tels accords. Cependant les négociations sont en cours. Si ATT hésite c'est à cause du fait qu'il y a une certaine mobilisation de la population malienne autour de la question de l'émigration. Il y a déjà eu des manifestations à Bamako et à Kayes contre la politique de Sarkozy. ATT ne peut pas ignorer qu'il y a des millions de travailleurs maliens qui vivent à l'extérieur du Mali et des millions d'habitants de ce pays comptent sur l'aide de ceux qui sont à l'extérieur. En plus, les 110.000 maliens installés en France envoient au pays plus de 180 millions d'euros. Cela représente plus que l'aide accordée par la France au Mali. En fait ce que le gouvernement français appelle « développement solidaire » est une

vaste escroquerie car l'aide de la France est subordonnée au contrôle de l'immigration. Cela veut dire que tous ces Etats qui signent ces accords doivent faire la police, dans leur propre pays, pour interdire l'immigration vers la France. Alors si ATT veut rendre service à Sarkozy en signant cet accord il sait que la population ne l'acceptera pas sans

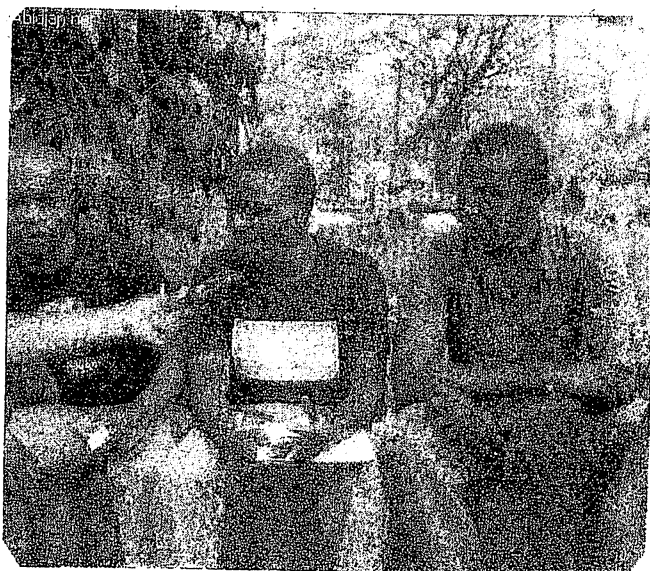
broncher.

En tous cas pour faire reculer Sarkozy sur sa politique anti-immigrée et anti-ouvrière, on ne peut compter que sur la mobilisation et la protestation des travailleurs français et immigrés, tous ensemble.

CÔTE D'IVOIRE

LA LUTTE DES DOCKERS DU PORT AUTONOME D'ABIDJAN

Durant près de six mois une vague de grèves a secoué le port d'Abidjan. Un mouvement d'une



ampleur sans précédent. Les dockers réclament entre autres la révision à la hausse de leur taux horaires, la réduction du temps de travail, le départ de la SEMPA, leur employeur, ainsi que le paiement de primes en rapport avec leur fonction. Ils réclament aussi des améliorations de leurs conditions de travail. Même si pour le moment ils n'ont rien obtenu de significatif et que le travail a repris, la colère demeure.

protocole avait été signé en présence de représentants du gouvernement, de représentants de la SEMPA (l'employeur) et du CNDD syndicat des travailleurs. En gros il portait sur une prime de transport de 100 F/jour pour les dockers permanents et 200 F/jour non travaillé pour les non permanents. Il y avait aussi certaines primes de production très dérisoires par tonnage; bref il y avait tout sauf ce que les travailleurs réclamaient en réalité. Par ce protocole tant vanté à la télévision comme « la solution à tous les problèmes du port », les employeurs et le gouvernement voulaient faire croire qu'un terrain d'entente était trouvé. C'est sans doute la raison pour laquelle ils avaient pris le soin de le faire à l'insu des travailleurs. C'est d'ailleurs à la télévision que la plupart des travailleurs ont appris l'existence d'un tel accord.

Malgré tout cela, les dockers tout mobilisés qu'ils étaient, ont en un premier temps repris le travail avec en tête de remettre sur le tapis leurs vraies revendications lorsque l'occasion se présentera.

Sauf qu'à la fin de la quinzaine, rien de tout ce qui avait été dit dans le protocole d'accord n'a été respecté. Sur les bulletins de paie il n'y avait ni la prime de transport, ni les primes de production ni rien. Cela a provoqué la colère des travailleurs qui ont spontanément arrêté le travail.

La perfidie du patronat et des autorités au grand jour

Les grèves répétées dans le port avaient obligé le gouvernement et le patronat à négocier avec les représentants des travailleurs. Il est sorti un protocole d'accord signé le 10 mai dernier. Ce

Le gouvernement choisit la répression

Le gouvernement, plutôt que de résoudre le problème a choisi la voie de la répression. D'abord, il a commencé par menacer les travailleurs grévistes. Un communiqué de la télévision a même traité leur

grève d'illégalité et a sommé tous les grévistes de reprendre le travail sous peine d'être considérés comme démissionnaires. Le lendemain, des véhicules blindés étaient postés à tous les carrefours du port. L'accès était fermé aux dockers et les « forces de l'ordre » procédaient à des contrôles un peu partout dans la zone portuaire.

D'autre part, les patrons du port, pour couper l'herbe sous les pieds des dockers en lutte, ont procédé à un recrutement de 3.000 nouveaux travailleurs en majorité des jeunes. Ils étaient escortés par un impressionnant dispositif policier jusque dans le port pour remplacer immédiatement les postes vacants.

Par ailleurs, une campagne de presse a été lancée contre les grévistes les accusant de vouloir tuer l'économie ivoirienne. Dans certains journaux on pouvait voir qu'une éventuelle augmentation du prix du riz ou du poisson serait à mettre sur le compte des dockers en grève.

Mais, toute cette adversité n'a pas pu entamer la mobilisation des travailleurs qui est restée très forte.

La guerre de positionnement entre la SEMPA et la direction du port n'est pas la guerre des travailleurs.

Les bruits courent que le directeur du port voudrait profiter du pourrissement de la situation pour créer sa propre entreprise de main d'œuvre. La gestion de la main d'œuvre docker représente une manne financière très considérable que convoite non seulement Gossio, le PDG du port, mais aussi d'autres bourgeois comme lui. Ils sont parfois associés entre eux et parfois en opposition les uns par rapport aux autres. C'est pourquoi il s'est avéré que certains cherchaient l'appui des grévistes en leur faisant croire qu'ils seraient meilleurs que leurs concurrents.

La violence monte d'un cran.

Jusqu'à la mi-juin, la situation sur les docks était au statut quo. Les 3000 dockers remplacés par des briseurs de grève n'avaient toujours pas réussi à prendre leur place, plusieurs parmi eux ont été arrêtés par la police. Il était quasiment impossible de se rassembler tellement le dispositif policier déployé au port était important. Toutes les tentatives pour se réunir avaient jusque là été violemment réprimées. C'est par ce genre de mesure que le patronat espérait éliminer toute possibilité de réaction des travailleurs et noyer par conséquent leur grève.

Mais les travailleurs ne l'entendaient pas de la même oreille. Ce 15 juin, il était question de marquer le refus de tout cela car ils en avaient marre. C'est ainsi que ce jour-là une manifestation fut programmée. Comme il fallait s'y attendre, la police était là, et procédait à des contrôles, n'hésitant pas à disperser, à coups de matraques et de lacrymogènes, tout attroupement. Mais les travailleurs étaient toujours présents. Il s'en est suivi alors une course poursuite en pleine ville d'une part entre des « forces de l'ordre » qui voulaient empêcher à tout prix le rassemblement des travailleurs, et d'autre part les travailleurs qui malgré tout tenaient à se faire entendre. Deux bus ont été détruits et le centre de Treichville où les manifestations se sont tenues est resté sans activité.

C'est seulement à la suite de ce mouvement que Gbagbo les a appelés pour les entendre. Pour calmer les choses, il a ordonné la libération des travailleurs arrêtés, et la reprise de leurs postes par les travailleurs qui ont été remplacés. Et il a promis de régler le problème lui-même.

Malgré la reprise du travail, les dockers restent tout de même sur leurs gardes et toujours mobilisés car la lutte continue.

=====

MADAGASCAR**LE NOUVEAU POUVOIR SUR LE
CHEMIN DE LA STABILISATION ?**

Le 26 juin était une date importante dans le pays puisque c'était la fête de l'indépendance. Pour le nouveau président Andry Rajoelina cette fête est la première placée sous son autorité.

Cette journée est aussi la fête de l'armée et cette armée est à peine sortie des querelles en son sein entre les généraux « légalistes » fidèles à Ravalomanana et des officiers de rang inférieur « légitimistes », c'est-à-dire partisans de la HAT (Haute Autorité de la Transition) dirigée par Rajoelina. D'ailleurs tout n'est pas définitivement réglé au sein de la "grande muette" puisque le général Alain Ramaroson, connu pour ses penchants en faveur de l'ancien régime, continue d'entretenir sa propre milice, celle-ci ne répond pas aux ordres du commandement central. Le fait que les dirigeants actuels n'aient pas opté pour l'engagement d'une épreuve de force à leur égard est peut-être un signe qu'ils ne sont pas si sûrs, sinon de l'issue, du moins des dégâts en terme d'unité et d'homogénéité, de cette institution qui a permis à Rajoelina d'occuper le poste qu'il occupe au palais présidentiel d'Iavoloha.

La cérémonie de passation de commandement entre l'ancien général mis en départ à la retraite et le colonel nouvellement promu à ce poste au sein des forces armées a eu lieu le 22 juin au stade de Mahamasina. C'était l'occasion pour les tenants actuels du pouvoir d'annoncer une revalorisation générale des soldes à travers une enveloppe de 3,2 milliards d'ariary et la promesse de 4 hélicoptères et un avion de reconnaissance... offerts par la France. Les autres corps d'Etat, nettement moins choyés, devront patienter.

Durant les deux semaines précédant les festivités nationales, des partisans de Ravalomanana ont été arrêtés. Il s'agit d'employés de Tiko (la principale entreprise appartenant à celui-ci). Ces personnes auraient été impliquées dans un attentat à la bombe. Il s'agit aussi de l'ancien député Yves Aimé et dix autres légalistes. Un nouvel attentat à la bombe qui a eu lieu juste quelques minutes après la clôture des cérémonies officielles du stade, sera peut-être l'occasion pour le nouveau pouvoir de procéder à d'autres arrestations.

Ce climat a fait monter d'un cran la colère des

responsables du parti TIM et des supporters zélés du régime déchu. Lors de leur récent rassemblement qui a eu lieu dans l'enceinte de la société Magro, propriété de Ravalomanana, ils sont sortis de ce lieu pour investir la rue, bloquer la circulation automobile et caillasser des véhicules.

Mais l'un dans l'autre, le fait que leur principal dirigeant est toujours contraint à l'errance hors du pays, sans possibilité d'y revenir et le fait que son dernier Premier ministre (d'ailleurs sans pouvoir réel) a été arrêté puis placé en résidence surveillée, a grandement contribué à calmer les ardeurs des notables qui avaient choisi de lier leur sort à celui de leur riche mentor. Aujourd'hui ces gens sont loin de tenir le pavé et les petites bombes artisanales, si toutefois il s'avère qu'elles sont leur œuvre, résonnent plus comme une sorte de baroud de désespoir que comme une tentative réelle de déstabilisation. La question se pose même de savoir jusqu'à quel point le parti TIM et la nébuleuse de « légalistes » qui gravitaient autour de l'ancien pouvoir, constituent encore la principale force d'opposition dans le pays. De nombreux notables en déshérence sont en quête d'un point de chute. Certains opportunistes modérés comme l'ancien Premier ministre Albert Silla jouent la carte de réconciliateur. D'autres, moins scrupuleux n'ont pas hésité à répondre favorablement aux sirènes des nouveaux patrons. Mais il y a aussi une ribambelle de seconds et de troisièmes couteaux qui lorgnent en direction de Albert Zafy, un ancien président de la république considéré comme personnalité modérée plus ou moins allié au nouveau pouvoir et aussi plus ou moins oppositionnel à celui-ci. Encore faut-il que celui-ci veuille bien leur laisser des petites places sous forme de postes au sein des rouages actuels ou à se partager à l'issue d'élections à venir. Mais plus le pouvoir se sent à tort ou à raison conforté et plus il repousse aux calendes grecques le référendum et les élections. Andry Rajoelina multiplie les tournées dans les provinces et même à Antsirabe, ville considérée comme étant le fief de son prédécesseur malheureux. Il prend le pouls et la température du pays et surtout des notables locaux et des hommes d'armes. Pour le moment il ne s'est pas prononcé sur une quelconque tenue d'élections pourtant précipitamment évoquées

au lendemain de son coup de force d'il y a six mois.

Du côté des classes riches, à en juger par les déclarations de certains chefs de petites entreprises dont le carnet de commandes a quelque peu souffert de la crise actuelle, la tendance serait à ce que les protagonistes se trouvent un terrain d'entente pour s'associer au sein d'un gouvernement de large coalition. De toute façon leurs programmes sont identiques. Cela consiste à veiller à ce que les riches continuent à s'enrichir. Leur ambition est aussi de se sucrer au passage. Beaucoup estiment non sans raison que la guerre des chefs est cause d'instabilité et aussi facteur de mauvaise marche des affaires. Jusqu'à quel point, le pouvoir actuel est-il prêt à adhérer à une telle manière de voir et à s'orienter vers des négociations au sommet incluant toutes les parties en belligérance ? Pour le moment rien ne semble l'indiquer.

Les commerçants qui ont pignon sur rue se plaignent de la désaffection de leurs boutiques au profit du secteur informel qui visiblement prolifère au fur et à mesure que la crise s'accroît. Les trottoirs et même certaines artères d'Antananarivo sont devenus le siège des étals à même le sol des petits vendeurs qui ne se sauvent plus aux injonctions des employés municipaux, qui d'ailleurs ne font plus beaucoup preuve d'ardeur à vouloir percevoir les taxes et encore moins à faire déguerpir les contrevenants. Pour la plupart des gens, heureusement que ce secteur existe car c'est grâce à lui que la majorité des gens peuvent tant bien que mal s'alimenter et se vêtir en vêtements classés friperies en provenance des pays riches.

Du côté des classes pauvres et principalement des travailleurs, quelques mouvements de grève ont éclaté ça et là, surtout là où des dirigeants d'entreprises aux mains de l'Etat ont été remplacés par des nouveaux plus en phase avec le régime actuel. Les salariés de ces secteurs, tels que ceux de Air Madagascar, ont procédé à des arrêts de travail en guise de protestation contre des menaces de retards de paiement de salaires ou de mise à la porte de certaines personnes. Jusque-là cela a suffi pour que Air Mad et d'autres entreprises reculent. Mais plus le temps passe et plus les gens du pouvoir laissent entendre que les caisses sont en train de se vider surtout que les banques internationales et les grandes instances ont presque fermé les robinets des crédits. La vie économique fonctionne au ralenti et la monnaie du pays l'ariary, continue de dégringoler progressivement, entraînant par voie de conséquence

la hausse des prix.

De semaine en semaine la situation générale ne cesse de se dégrader et comme on peut le deviner, ceux qui en payent le prix même s'ils ne sont pour rien ni dans la guerre des chefs ni dans la crise du système capitaliste international, ce sont les gens pauvres de ce pays pauvre. Beaucoup d'entre eux mangeaient peu ou mal. Plus le temps passe et plus ça s'aggrave pour eux. Autour des grandes villes et surtout de Tana, il est courant de voir des personnes de tous âges fouiller dans les tas d'ordures en quête d'une maigre pitance à avaler sur place ou de quelconques objets à échanger contre une petite pièce de monnaie, dans un de ces lieux qu'il est difficile de qualifier de marché. Beaucoup de personnes parmi elles contractent des maladies de toutes sortes et surtout de la peau par suite des contacts avec les microbes.

Pourtant ce pays est grand et son sous-sol recèle des richesses sous forme de pierres précieuses mais aussi sous forme de nickel, de graphite, de mica, etc. A l'heure actuelle, quelques possesseurs de capitaux exploitent ces richesses de façon sordide dans des mines où les salaires sont dérisoires et les conditions de travail dignes d'un autre âge. A Tolagnaro dans l'extrême Sud-Est du pays, la société QMM (filiale de Rio Tinto) soutire à partir du sable des rivages marins, l'ilménite, un minerais très apprécié par les industries informatiques, militaires, nucléaires et bien d'autres. Pour extraire ce minerai ils utilisent des produits très polluants qui tuent les poissons. Les pêcheurs sont privés de leur gagne-pain et par voie de conséquence de nombreux villages sont condamnés à la famine. Dans le pays, les meilleures terres agricoles quant à elles sont accaparées pour produire des denrées qui rapportent gros à quelques exportateurs et à l'Etat. L'agriculture pourrait être mise en valeur, mécanisée et être orientée vers la satisfaction des besoins de la population. En fait, les paysans bénéficient de peu d'aide de la part de l'Etat, ils ne disposent pratiquement que de l'angady (bêche) en guise d'instrument agricole.

Cette situation pourrait changer et les travailleurs ainsi que les paysans pauvres de ce pays, s'ils prennent conscience de leurs intérêts spécifiques et de leur force, peuvent engager une lutte contre ce système, ils pourraient ainsi jouer un grand rôle dans l'intérêt de tous les déshérités.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.